

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.438/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.438/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 octobre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement d'un organe de concertation paritaire dans les secteurs des assurances, des établissements de crédit et des marchés réglementés de valeurs mobilières", a donné le 27 février 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 oktober 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting, organisatie en werking van een paritair overlegorgaan in de sector van het verzekeringswezen, van de kredietinstellingen en van de gereglementeerde effectenmarkten", heeft op 27 februari 2002 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. L'arrêté royal en projet entend créer et organiser, en application de l'article 15 de la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale, modifié par la loi du 4 mai 1999, un organe de concertation paritaire dans les secteurs des assurances, des établissements de crédit et des marchés réglementés de valeurs mobilières. La notion de parité renvoie, comme dans d'autres domaines (telles les commissions paritaires d'employeurs et de travailleurs, instituées en exécution de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires), à la composition même d'une institution et pas simplement au mode de délibération de ses organes. L'arrêté royal en projet ne répond pas à l'exigence de la parité voulu par le législateur, même si l'article 6, § 4, alinéa 2 en projet prévoit que les conventions sont approuvées par au moins la moitié des représentants présents des agents commerciaux et par au moins la moitié des représentants présents du commettant.

Le projet doit, dès lors, être revu, notamment les articles 2 et 5.

II. Les articles 2 et 4 du projet sont trop longs et doivent être divisés en plusieurs articles.

III. Le projet d'arrêté charge le Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises de nouvelles missions. Ainsi, en vertu de l'article 4, § 1^{er}, 9°, du projet, au plus tard quinze jours après l'expiration du délai prévu pour le renvoi des bulletins de vote, "l'huissier de justice dépose le procès-verbal des élections, la liste des candidats ainsi que la liste des représentants au secrétariat du Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises. Ces documents peuvent être consultés par tout un chacun."

Le Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises est une institution dotée d'une personnalité juridique propre en vertu des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979 ⁽¹⁾. Il est placé sous la tutelle du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions ⁽²⁾.

Lorsqu'un projet d'arrêté modifie les attributions d'un organe ou d'une institution placée sous l'autorité ou la tutelle d'un ministre, le projet d'arrêté doit être proposé et contresigné par le Ministre dont relève ce service ou cette institution.

Le projet d'arrêté doit donc être proposé et contresigné par le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Observations particulières

Examen du projet

Préambule

Alinéa 2 (nouveau)

Il y a lieu d'insérer un nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Vu la consultation des organisations représentatives du secteur;"

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 5)

Il n'y a pas lieu de mentionner la date de la délibération du Conseil des ministres.

(1) Dans les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979 et modifiées par les lois des 6 avril 1995 et 10 février 1998, les mots "Conseil supérieur des Classes moyennes" sont chaque fois remplacés par les mots "Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises" en vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1999 modifiant les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979.

(2) Voir l'arrêté royal du 4 juin 1979 réglant l'application des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, notamment l'article 66.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 6)

Il convient de préciser le numéro du présent avis.

DispositifChapitre I^{er}

Ce chapitre est inutile et peut être omis. En effet, les paragraphes 1^{er} et 2 ne font que paraphraser l'article 15, alinéas 6 et 7, de la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale. Quant au paragraphe 3, il peut être intégré dans le chapitre II.

L'article 2, § 1^{er}, doit être adapté en conséquence.

Article 2Paragraphe 1^{er}

Il est renvoyé à l'observation générale I.

En outre, mieux vaut remplacer les mots "un certain nombre d'agents commerciaux" par les mots "les agents commerciaux".

Paragraphe 2

Les alinéas 1^{er} et 2 doivent être fusionnés et rédigés comme suit :

"Si le nombre d'agents commerciaux pour lequel l'organe de concertation paritaire est créé, est supérieur ou égal à deux cent cinquante ... (la suite comme au projet).".

Paragraphe 3

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "région" au sens du projet.

A l'alinéa 3, il serait plus clair d'écrire "...sur la liste de la région sur le territoire de laquelle lui-même ou la personne morale qu'il représente a son siège d'exploitation principal. Dans le même cas,...".

Paragraphe 4

1. Ce paragraphe prévoit la possibilité d'établir des listes de candidats par catégorie d'agents commerciaux travaillant pour le commettant. Le projet d'arrêté n'indique cependant pas qui prend la décision en la matière.

Selon le représentant de l'Association Belge des Banques auquel a renvoyé le fonctionnaire délégué, il s'agit du commettant, la règle pouvant cependant être modifiée conformément à l'article 8.

Le projet d'arrêté doit être complété afin de fournir cette précision.

2. A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "...sur la liste de la catégorie à laquelle lui-même ou la personne morale qu'il représente appartient. Si un candidat appartient à plusieurs catégories, il doit opter pour l'une d'entre elles".

3. A l'alinéa 3, les mots "doit toujours reposer" doivent être remplacés par le mot "repose".

4. A l'alinéa 5, l'utilisation du pluriel entre parenthèses semble indiquer qu'il pourrait y avoir plusieurs listes de candidats par catégorie. Or, il ne peut y avoir qu'une seule liste par catégorie.

.../...

Il est en conséquence suggéré d'écrire :

"Les agents commerciaux ne peuvent voter que sur la liste de candidats de la catégorie à laquelle ils appartiennent, ou, s'ils appartiennent à plusieurs catégories, sur la liste de la catégorie qu'ils ont choisie."

Il appartient également à l'auteur du projet de préciser le moment et la manière dont doit s'opérer le choix de la catégorie à laquelle les agents commerciaux entendent appartenir. Ce choix doit nécessairement être antérieur aux opérations de vote.

La seconde phrase est inutile et doit être omise. En effet, la règle qui y est énoncée se trouve déjà au paragraphe 3, alinéas 3 et 4.

Article 3

Au second alinéa, il convient de remplacer le mot "sera valable", par les mots "pourra être retenue".

Article 4

1. Le paragraphe 1^{er} confie de nombreuses missions à l'huissier de justice.

Certaines responsabilités confiées à l'huissier de justice dépassent les fonctions attachées à son office ministériel, telles qu'elles sont définies par le Code judiciaire, et plus spécialement par son article 516.

En effet, cette disposition prévoit entre autres que les huissiers "peuvent être commis pour effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter". Or, certaines des tâches confiées par l'arrêté en projet aux huissiers de justice impliquent des prises de décisions allant bien au-delà de simples constatations purement matérielles, puisque notamment, ils décident si les candidats peuvent être inscrits sur la liste (art. 4, § 1^{er}, 4°) et si les élections se sont déroulées "correctement" (art. 4, § 1^{er}, 9°).

L'article 4, § 1^{er}, en projet doit, dès lors, être revu.

.../...

2. Le paragraphe 1^{er}, 5°, alinéa 3, dispose que les bulletins de vote sont envoyés aux agents commerciaux. De même, le 5°, alinéa 4, dispose que seuls les bulletins de vote pour lesquels l'agent commercial est admis à voter lui sont envoyés. Telles que rédigées, ces dispositions pourraient laisser penser qu'un électeur pourrait recevoir plusieurs bulletins de vote et émettre plusieurs votes. Or, il ne peut logiquement être envoyé à chaque électeur que le bulletin relatif à la "région" ou la catégorie à laquelle il appartient ou qu'il a choisie, lorsque l'arrêté permet un tel choix.

Il convient donc de revoir les dispositions du projet afin de mieux faire ressortir cette exigence.

3. Au paragraphe 1^{er}, 5°, alinéa 6, mieux vaut écrire :

"L'électeur vote pour autant de candidats qu'il y a de représentants à désigner sur la liste."

4. Le paragraphe 4 contient des dispositions visant à empêcher qu'il ne soit mis fin unilatéralement au contrat d'agence commerciale conclu avec un agent commercial élu et ce, pendant toute la durée du mandat de celui-ci. Le paragraphe 5 contient les mêmes principes en ce qui concerne l'agent commercial candidat aux élections. Enfin, le paragraphe 6 déclare les dispositions de l'article 4, § 4 applicables durant la période de six mois à dater de la fin du mandat de l'agent commercial élu.

Ce faisant, les paragraphes 4, 5 et 6 dérogent à l'article 18 de la loi du 13 avril 1995, précitée, qui détermine la manière dont il doit être mis fin à un contrat commercial.

Il n'appartient pas à un arrêté royal de déroger à des dispositions légales.

L'habilitation contenue dans l'article 15, alinéa 7, de la loi du 13 avril 1995, précitée, mentionne uniquement "les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de [la] concertation".

Dès lors, à défaut, d'une part, de consécration dans la loi du principe de la protection de l'agent commercial candidat, représentant ou ancien représentant, et, d'autre part, d'une habilitation légale suffisante ⁽³⁾, les paragraphes 4, 5 et 6 doivent être omis.

Article 5

Il est renvoyé à l'observation générale I.

En outre, à l'alinéa 3, le verbe "veille" est ambigu. Le Conseil d'Etat se demande en effet si le commettant est obligé de désigner un représentant par région, à tout le moins lorsque cela est possible, ou s'il ne s'agit que d'un souhait. Dans ce dernier cas, c'est le rapport au Roi et non l'arrêté, qui doit en faire état.

Article 6

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, pour plus de clarté, et si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il y a lieu d'écrire "...d'au moins la moitié des membres qui représentent soit les agents commerciaux soit le commettant".

⁽³⁾ La nécessité de prévoir des garanties permettant notamment d'assurer la position des agents qui seraient appelés à faire partie d'un organe de concertation a été évoquée à l'une ou l'autre reprise au cours des travaux préparatoires de la loi du 4 mai 1999, précitée, notamment à l'appui d'amendements qui tendaient à permettre au Roi de fixer les modalités d'exécution de la mise en place, au niveau de chaque organisme considéré à titre individuel, d'un organe de concertation représentatif des agents de cet organisme et chargé de négocier avec les représentants de cet organisme (Doc. parl. Chambre, n° 1423/5 - 97/98, p. 2; n° 1423/6 - 97/98 et n° 1423/7 - 97/98, pp. 3 et 5; Doc. parl. Sénat, n° 1-1204/4 - 1998/1999, p. 5). Les amendements en question ont été rejetés. L'amendement finalement adopté (Doc. parl. Sénat, n° 1-1204/5 - 1998/1999, p. 61 et n° 1-1204/8 - 1998/1999) se limite à habilitier le Roi à fixer les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de la concertation pour l'ensemble des organismes concernés. La justification de cet amendement ne comporte aucune référence aux garanties à assurer aux agents siégeant au sein de l'organe de concertation paritaire à mettre en place. Ces divers passages des travaux préparatoires ne permettent donc pas d'interpréter l'habilitation contenue dans l'article 15, alinéa 6, de la loi du 13 avril 1995, précitée, comme autorisant le Roi à adopter les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 4 du projet.

2. Au paragraphe 2, les mots "la partie qui a formulé la demande" et "l'autre partie" ne sont pas clairs. Si la demande de réunion émane de la moitié des membres qui représentent les agents commerciaux, l'ordre du jour doit être adressé non seulement à "l'autre partie", c'est-à-dire aux trois représentants du commettant, mais également à l'autre moitié des représentants des agents commerciaux.

Il est suggéré d'écrire : "L'ordre du jour détaillé est envoyé à tous les membres...".

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, il est préférable de remplacer le mot "voter" par le mot "délibérer".

4. Au paragraphe 6, alinéa 2, il y a lieu d'écrire "Si aucune observation n'a été communiquée au président ou au secrétaire de la réunion par un représentant du commettant ou des agents commerciaux...".

Au même alinéa, mieux vaut remplacer les mots "supposé être" par le mot "réputé".

5. Au paragraphe 6, alinéa 3, il y a lieu d'écrire "Si un représentant du commettant ou des agents commerciaux...".

En outre, mieux vaut supprimer la seconde phrase et remplacer les mots "pour discussion et approbation" par les mots suivants ", qui statue définitivement sur lesdites observations, conformément au paragraphe 4."

Article 7

L'alinéa 1^{er} ne fait que répéter une règle déjà énoncée par l'article 15, alinéa 6, de la loi du 13 avril 1995, précitée. Il est donc inutile et doit être omis.

Article 8

L'article 15 de la loi du 13 avril 1995 relative au contrat d'agence commerciale, modifié par la loi du 4 mai 1999, habilite le Roi à fixer les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement de la concertation qu'elle prévoit.

L' article 15 précité n'autorise pas le Roi à déléguer la compétence qu'il Lui attribue.

Les alinéas 3 et 4, en projet, permettent cependant aux organes paritaires de déroger à l'arrêté en projet dans des dispositions nombreuses et essentielles, à savoir, quasiment toutes celles qui règlent la procédure d'élection et de composition de l'organe de concertation paritaire ainsi que son fonctionnement.

Un tel procédé n'est pas juridiquement admissible : un texte réglementaire ne peut prévoir une dérogation à ce point large qu'elle permet de le vider de sa substance. De plus, en autorisant les organes paritaires à déroger à ces dispositions, l'arrêté en projet abandonne à ceux-ci la compétence que la loi attribue au Roi, ce qui ne se peut.

En conclusion, l'article 8 en projet doit être fondamentalement revu.

Article 9

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux.

Observations finales de légistique et d'ordre linguistique

Le texte néerlandais du projet est médiocre du point de vue de la correction de la langue. Sous réserve des observations fondamentales qui précèdent, et à titre d'exemple, quelques propositions de texte sont formulées ci-après :

Intitulé

L'intitulé doit être rédigé comme suit :

"Voorontwerp van koninklijk besluit betreffende de oprichting, organisatie en werkwijze van ...".

Préambule

Alinéa 3 (qui devient l'alinéa 4)

Il y a lieu d'écrire : "Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 12 oktober 2001;".

Proposant

Le texte doit être rédigé comme suit : "Op de voordracht van ...".

Dispositif

Article 2

A l'article 2, § 3, alinéa 2, il y a lieu d'écrire, conformément à l'alinéa 1^{er}, "werkzaam is" au lieu de "actief is". Cette observation vaut mutatis mutandis pour le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, du même article.

Au même alinéa 2, les mots "in functie van" doivent être remplacés par les mots "op grond van".

L'article 2, § 3, alinéa 4, dernière phrase doit être rédigé comme suit : "Ongeacht of er slechts één dan wel meer kandidatenlijsten zijn in één gewest, kunnen die handelsagenten zich alleen kandidaat stellen ...".

L'article 2, § 4, alinéa 3, deuxième phrase, doit être rédigé comme suit : "Er kunnen ten hoogste drie categorieën zijn."

L'article 2, § 4, alinéa 4, doit être rédigé comme suit : "... Als er in een gewest ... handelsagenten vooraf vastgelegd. Deze vastlegging geschiedt per gewest op grond van de verhouding tussen ... en het totale aantal ... gewest."

A l'article 2, § 5, les mots "in toepassing van" doivent être remplacés par les mots "met toepassing van". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au même paragraphe 5, les mots "soort" et "soorten" doivent être remplacés par les mots "categorie" et "categorieën".

Article 3

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "gedelegeerd bestuurder" au lieu de "afgevaardigde bestuurder". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 4

Dans la première phrase du paragraphe 1^{er}, 1°, il y a lieu d'écrire "sectororganisaties die de handelsagenten vertegenwoordigen" au lieu de "vertegenwoordigende sectoriële organisaties van handelsagenden".

La dernière phrase de l'article 4, § 1^{er}, 3°, doit être rédigé comme suit : "De datum van het poststempel geldt als datum van verzending.". Cette observation vaut également pour l'article 4, paragraphe premier, 5°, alinéa 5.

En outre, à l'article 4, § 1^{er}, 5°, alinéa 3, il y a lieu d'écrire "stembiljetten" au lieu de "stemformulieren". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Au 8° du même article, il y a lieu d'écrire "op dezelfde lijst" au lieu de "binnen dezelfde lijst", ainsi que "bij staking van stemmen" au lieu de "bij gelijkheid van stemmen". Au 10°, il faut écrire "op verzoek van de gerechtsdeurwaarder" et non "op uitnodiging van de gerechtsdeurwaarder", de même que "vindt ... plaats" au lieu de "gaat ... door".

Article 5

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "gewone" et non "effectieve", ainsi que "wijst ... aan" au lieu de "duidt ... aan". Ces observations s'appliquent mutatis mutandis à l'ensemble du projet.

Article 6

Au paragraphe 4, il y a lieu de remplacer les mots "uitgesteld naar" par "uitgesteld tot", et au paragraphe 6, alinéa 2, il faut remplacer les mots "Het definitief verslag" par "het definitieve verslag".

Article 7

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "voorzover" au lieu de "voor zover".

Article 8

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire "Zodra" au lieu de "Van zodra".

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "Aanvaarding of wijziging van het protocol geldt eerst na ...".

Algemene opmerkingen

I. Het ontworpen koninklijk besluit voorziet, met toepassing van artikel 15 van de wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, in de oprichting en organisatie van een paritair overlegorgaan in de sectoren van het verzekeringswezen, van de kredietinstellingen en van de gereglementeerde markten voor effecten. Met het begrip "paritair" wordt, zoals in andere domeinen (zoals de paritaire comités van werkgevers en werknemers, opgericht ter uitvoering van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités) verwezen naar de samenstelling zelf van een instelling en niet alleen naar de wijze waarop de organen van die instelling beraadslagen en besluiten. Het ontworpen koninklijk besluit voldoet niet aan het door de wetgever ingevoerde vereiste van pariteit, ook al wordt in artikel 6, § 4, tweede lid, van het ontwerp bepaald dat overeenkomsten worden goedgekeurd door minstens de helft van de aanwezige vertegenwoordigers van de handelsagenten en minstens de helft van de aanwezige vertegenwoordigers van de principaal.

Bijgevolg dient het ontwerp, inzonderheid de artikelen 2 en 5, te worden herzien.

II. De artikelen 2 en 4 van het ontwerp zijn te lang en moeten in verscheidene artikelen worden opgedeeld.

III. Bij het ontwerpbesluit wordt de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen met nieuwe taken belast. Zo bepaalt artikel 4, § 1, 9°, van het ontwerp dat "het proces-verbaal van de verkiezingen, de lijst van de kandidaten en de lijst van de vertegenwoordigers", uiterlijk vijftien dagen na het verstrijken van de termijn bepaald voor het terugsturen van de stembiljetten, "(door) de gerechtsdeurwaarder op het secretariaat van de Hoge Raad van de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen (worden ingediend). Deze stukken kunnen door iedereen worden ingezien."

De Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is een instelling die over een eigen rechtspersoonlijkheid beschikt krachtens de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979 ⁽¹⁾. Hij is onder het toezicht geplaatst van de minister die bevoegd is voor Middenstand ⁽²⁾.

Wanneer bij een ontwerpbesluit wijzigingen worden aangebracht in de bevoegdheden van een orgaan dat of een instelling die onder het gezag of het toezicht van een minister staat, moet dat ontwerpbesluit worden voorgedragen en medeondertekend door de Minister onder wie die dienst of die instelling ressorteert.

Het ontwerpbesluit moet dan ook worden voorgedragen en medeondertekend door de Minister bevoegd voor Middenstand.

Bijzondere Opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Tweede lid (nieuw)

Er behoort een nieuw, als volgt luidend lid te worden ingevoegd :

"Gelet op de raadpleging van de organisaties die de sector vertegenwoordigen;".

⁽¹⁾ In de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979 en gewijzigd bij de wetten van 6 april 1995 en 10 februari 1998, worden de woorden "Hoge Raad voor de Zelfstandigen" telkens vervangen door de woorden "Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen" krachtens artikel 2 van de wet van 27 mei 1999 tot wijziging van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand.

⁽²⁾ Zie het koninklijk besluit van 4 juni 1979 tot regeling van de toepassing van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, inzonderheid artikel 66.

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt)

Het lid behoort aldus te worden gesteld :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;".

Vijfde lid (dat het zesde lid wordt)

Er dient melding te worden gemaakt van het nummer van dit advies.

Dispositief

Hoofdstuk I

Dit hoofdstuk is overbodig en kan vervallen. In de paragrafen 1 en 2 worden immers het zesde en het zevende lid van artikel 15 van de wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst geparafraseerd. Artikel 1, paragraaf 3, kan in hoofdstuk II worden ondergebracht.

Artikel 2, § 1, behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 2

Paragraaf 1

Er wordt verwezen naar algemene opmerking I.

Voorts is het beter de woorden "een aantal handelsagenten" te vervangen door de woorden "de handelsagenten".

Paragraaf 2

Het eerste en het tweede lid moeten worden samengevoegd tot een als volgt luidend lid :

"Indien het aantal handelsagenten waarvoor het paritaire overlegorgaan wordt opgericht, hoger is dan of gelijk is aan tweehonderd vijftig, ... (voorts zoals in het ontwerp).".

Paragraaf 3

In verband met het eerste lid behoort te worden gepreciseerd wat onder "gewest" in de zin van dit ontwerp moet worden verstaan.

In het derde lid dient met het oog op de duidelijkheid te worden geschreven : "Als er een opdeling per gewest is, kan elke gegadigde zich slechts kandidaat stellen op de lijst van het gewest op het grondgebied waarvan hijzelf of de rechtspersoon die hij vertegenwoordigt zijn voornaamste exploitatiezetel heeft. In dat geval kunnen handelsagenten alleen stemmen op de lijst van kandidaten van het gewest op het grondgebied waarvan ...".

Paragraaf 4

1. Deze paragraaf voorziet in de mogelijkheid om kandidatenlijsten op te stellen per categorie handelsagenten die voor de principaal werken. In het ontwerpbesluit wordt evenwel niet aangegeven wie de beslissing terzake neemt.

De vertegenwoordiger van de Belgische Vereniging van Banken, naar wie de gemachtigde ambtenaar heeft verwezen, heeft gesteld dat het de principaal is die deze beslissing neemt, maar dat de regel evenwel overeenkomstig artikel 8 kan worden gewijzigd.

Het ontwerpbesluit dient te worden aangevuld met deze precisering.

2. In het tweede lid behoort te worden geschreven "... Een gegadigde kan slechts kandidaat zijn op de lijst van de categorie waartoe hijzelf of de rechtspersoon die hij vertegenwoordigt, behoort. Als een kandidaat tot verschillende categorieën behoort, dient hij voor één ervan te opteren."

3. In het derde lid moeten de woorden "dient steeds gebaseerd te zijn" worden vervangen door de woorden "is gebaseerd".

4. In het vijfde lid wekt het gebruik van de meervoudsvorm tussen haakjes de indruk dat er verschillende kandidatenlijsten per categorie kunnen zijn. Per categorie mag evenwel slechts één lijst worden opgemaakt.

Bijgevolg wordt deze redactie voorgesteld :

"Handelsagenten kunnen alleen stemmen op de kandidatenlijst van de categorie waartoe zij behoren of, als zij tot verschillende categorieën behoren, op de kandidatenlijst van de categorie die zij gekozen hebben."

Voorts staat het aan de steller van het ontwerp om te preciseren wanneer en hoe handelsagenten moeten kiezen voor de categorie waartoe zij willen behoren. Die keuze moet hoe dan ook vóór de kiesverrichtingen worden gemaakt.

De tweede zin dient als overbodig te vervallen. De daarin vervatte regel staat immers reeds in paragraaf 3, derde en vierde lid.

Artikel 3

In het tweede lid, tweede zin, zou geschreven moeten worden : "Indien verscheidenen van hen zich kandidaat stellen, kan alleen de kandidatuur van de oudste in aanmerking worden genomen."

Artikel 4

I. In paragraaf 1 worden aan de gerechtsdeurwaarder veel taken opgelegd.

Sommige verantwoordelijkheden die aan de gerechtsdeurwaarder worden opgedragen, reiken verder dan de taken van zijn ambt, zoals die bepaald zijn in het Gerechtelijk Wetboek en inzonderheid in artikel 516 van dat Wetboek.

In dat artikel wordt immers onder meer bepaald dat gerechtsdeurwaarders "aangesteld (kunnen) worden om vaststellingen te doen van zuiver materiële feiten, zonder enig advies uit te brengen met betrekking tot de gevolgen in feite of in rechte die daaruit zouden kunnen voortvloeien". Bepaalde taken die in het ontworpen besluit aan gerechtsdeurwaarders worden opgedragen, impliceren evenwel dat beslissingen worden genomen die veel verder gaan dan loutere vaststellingen van zuiver materiële feiten, aangezien inzonderheid wordt beslist of kandidaten op de lijst mogen worden ingeschreven (artikel 4, § 1, 4°) en of de verkiezingen "correct" zijn verlopen (artikel 4, § 1, 9°).

Het ontworpen artikel 4, § 1, dient derhalve te worden herzien.

2. Paragraaf 1, 5°, derde lid, bepaalt dat de stembiljetten aan de handelsagenten worden toegezonden. Voorts wordt in onderdeel 5°, vierde lid, bepaald dat alleen de stembiljetten waarvoor de handelsagent stemgerechtigd is, aan hem worden verstuurd. Zoals deze bepalingen gesteld zijn, kunnen ze de indruk wekken dat een kiezer verschillende stembiljetten kan ontvangen en meer dan één stem vermog uit te brengen. Logischerwijs kan echter aan elke kiezer alleen het stembiljet worden toegezonden voor het "gewest" of de categorie waartoe hij behoort of die hij gekozen heeft, in zoverre het besluit een dergelijke keuze toestaat.

De bepalingen van het ontwerp dienen dus te worden herzien om dat vereiste beter tot uitdrukking te brengen.

3. In paragraaf 1, 5°, zesde lid, is het beter te schrijven :

"De kiezer stemt voor evenveel kandidaten als er aan te wijzen vertegenwoordigers op de lijst staan."

4. Paragraaf 4 bevat bepalingen die ertoe strekken te voorkomen dat de handelsagentuurovereenkomst die met een verkozen handelsagent gesloten is eenzijdig wordt beëindigd, en dit tijdens de volledige duur van diens mandaat. Paragraaf 5 bevat dezelfde principes wat betreft de handelsagent die kandidaat is voor de verkiezingen. Volgens paragraaf 6, ten slotte, blijven de bepalingen van artikel 4, § 4, van toepassing tijdens de periode van zes maanden te rekenen vanaf het einde van het mandaat van de verkozen handelsagent.

Daardoor wordt in de paragrafen 4, 5 en 6 afgeweken van artikel 18 van de voormelde wet van 13 april 1995, dat bepaalt op welke wijze een handelsagentuurovereenkomst dient te worden beëindigd.

Bij een koninklijk besluit mag niet worden afgeweken van wetsbepalingen.

In verband met de machtiging die vervat is in artikel 15, zevende lid, van de voornoemde wet van 13 april 1995, wordt alleen gewag gemaakt van "de wijze van oprichting, organisatie en werking van (het) overleg".

De paragrafen 4, 5 en 6 dienen derhalve te vervallen, omdat enerzijds het principe van de bescherming van de kandidaat-handelsagent, vertegenwoordiger of

gewezen vertegenwoordiger, niet in de wet is vastgelegd en omdat anderzijds een toereikende wettelijke machtiging ontbreekt ⁽³⁾.

Artikel 5

Er wordt verwezen naar algemene opmerking I.

Bovendien zijn in het derde lid de woorden "waakt ... erover" onduidelijk. De Raad van State vraagt zich immers af of de principaal verplicht is om op zijn minst een vertegenwoordiger per gewest aan te wijzen, wanneer dit mogelijk is, dan wel of het slechts om een wens gaat. In dat laatste geval dient in het verslag aan de Koning, en niet in het besluit daarvan gewag te worden gemaakt.

Artikel 6

1. In paragraaf 1, tweede lid, dient duidelijkheidshalve het volgende te worden geschreven, als dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is : "... van minstens de helft van de leden die ofwel de handelsagenten, ofwel de principaal vertegenwoordigen".

⁽³⁾ De noodzaak om te voorzien in waarborgen, inzonderheid met het oog op de bescherming van de positie van handelsagenten die deel zouden uitmaken van een overlegorgaan, is meermaals ter sprake gebracht tijdens de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet van 4 mei 1999, in het bijzonder tot staving van amendementen die ertoe strekten de Koning te machtigen de nadere regels vast te stellen voor de oprichting, in verband met elke instelling individueel beschouwd, van een overlegorgaan dat representatief is voor de handelsagenten van die instelling en ermee belast is overleg te plegen met de vertegenwoordigers ervan (Gedr. St., Kamer, nr. 1423/5-97/98, blz. 2; nr. 1423/6-97/98 en nr. 1423/7-97/98, blz. 3 en 5; Gedr. St., Senaat, nr. 1-1204/4-1998-1999, blz. 5). De amendementen in kwestie zijn verworpen. Het amendement dat uiteindelijk goedgekeurd is (Gedr. St., Senaat, nr. 1-1204/5-1998-1999, blz. 61 en nr. 1-1204/8-1998-1999), beperkt er zich toe de Koning te machtigen de wijze van oprichting, organisatie en werking te bepalen voor alle betrokken instellingen. De verantwoording van dat amendement bevat geen enkele verwijzing naar waarborgen die moeten worden geboden aan handelsagenten die zitting hebben in het op te richten paritaire overlegorgaan. Deze verschillende passages uit de parlementaire voorbereiding bieden dus niet de mogelijkheid de machtiging die vervat is in artikel 15, zesde lid, van de voormelde wet van 13 april 1995 zo uit te leggen dat de Koning de paragrafen 4, 5 en 6 van artikel 4 van het ontwerp mag uitvaardigen.

2. De woorden "de verzoekende partij" en "de andere partij" in paragraaf 2 zijn niet duidelijk. Indien het verzoek om te vergaderen uitgaat van de helft van de leden die de handelsagenten vertegenwoordigen, moet de agenda niet alleen aan "de andere partij", d.w.z. de drie vertegenwoordigers van de principaal, worden toegezonden, maar eveneens aan de andere helft van de vertegenwoordigers van de handelsagenten.

Er wordt voorgesteld te schrijven : "De gedetailleerde agenda wordt toegezonden aan alle leden ...".

3. Wat paragraaf 3, tweede lid, aangaat is het verkieslijk het woord "gestemd" te vervangen door de woorden "beraadslaagd en besloten".

4. In paragraaf 6, tweede lid, dient te worden geschreven : "Indien noch een vertegenwoordiger van de principaal noch van de handelsagenten ... opmerkingen hebben medegedeeld aan de voorzitter of de secretaris van de vergadering ...".

In de Franse tekst van hetzelfde lid is het beter de woorden "supposé être" te vervangen door het woord "réputé".

5. In paragraaf 6, derde lid, dient te worden geschreven : "Indien een vertegenwoordiger van de principaal of van de handelsagenten binnen de voormelde termijn opmerkingen over het ontwerpverslag mededeelt ...".

Voorts is het verkieslijk de tweede zin te schrappen en de woorden "voor bespreking en goedkeuring" te vervangen door de volgende woorden : ", dat zich, overeenkomstig paragraaf 4, definitief uitspreekt over deze opmerkingen."

Artikel 7

In het eerste lid wordt gewoon een bepaling herhaald die reeds staat in artikel 15, zesde lid, van de voormelde wet van 13 april 1995. Het is dus overbodig en dient te vervallen.

Artikel 8

Artikel 15 van de wet van 13 april 1995 betreffende de handelsagentschapsovereenkomst, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, machtigt de Koning om "de wijze van oprichting, organisatie en werking" te bepalen van het overleg waarin de eerstgenoemde wet voorziet.

Dat artikel 15 machtigt de Koning niet om de Hem erin opgedragen bevoegdheid te delegeren.

Op grond van het ontworpen derde en vierde lid kunnen paritaire organen echter afwijken van talrijke essentiële bepalingen van het ontworpen besluit, namelijk nagenoeg alle bepalingen die de procedure voor de verkiezing en samenstelling van het paritaire overlegorgaan, alsmede de werkwijze ervan, regelen.

Een zodanige aanpak is juridisch niet aanvaardbaar : regelgeving mag niet voorzien in een afwijking die zodanig ruim is dat de regelgeving uitgehold wordt. Doordat bovendien in het ontworpen besluit bepaald wordt dat paritaire organen mogen afwijken van die bepalingen, wordt de bevoegdheid die bij de wet aan de Koning wordt opgedragen, aan die organen overgelaten, wat niet mogelijk is.

De slotsom is dat artikel 8 fundamenteel moet worden herzien.

Artikel 9

Er is geen reden om af te wijken van de vaste regel inzake de inwerkingtreding van koninklijke besluiten.

.../...

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard

De Nederlandse tekst van het ontwerp is ondermaats uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden hierna in dat verband enkele tekstvoorstellen gedaan :

Opschrift

Het opschrift zou als volgt moeten worden gesteld :

"Voorontwerp van koninklijk besluit betreffende de oprichting, organisatie en werkwijze van ...".

Aanhef

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

Er behoort te worden geschreven : "Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 12 oktober 2001;".

Voordrachtformulier

Men schrijve : "Op de voordracht van ...".

Dispositief

Artikel 2

In artikel 2, § 3, tweede lid, schrijve men, overeenkomstig het eerste lid, "werkzaam is" in plaats van "actief is". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor § 4, eerste lid, van datzelfde artikel.

In datzelfde tweede lid dienen de woorden "in functie van" te worden vervangen door de woorden "op grond van".

Artikel 2, § 3, vierde lid, laatste zin, dient als volgt te worden gesteld : "Ongeacht of er slechts één dan wel meer kandidatenlijsten zijn in één gewest, kunnen die handelsagenten zich alleen kandidaat stellen ...".

Artikel 2, § 4, derde lid, tweede zin, zou als volgt moeten worden gesteld : "Er kunnen ten hoogste drie categorieën zijn."

Artikel 2, § 4, vierde lid, behoort als volgt te worden gesteld : "... Als er in een gewest ... handelsagenten vooraf vastgelegd. Deze vastlegging geschiedt per gewest op grond van de verhouding tussen ... en het totaal aantale ... gewest".

In artikel 2, § 5, dienen de woorden "in toepassing van" te worden vervangen door de woorden "met toepassing van". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In diezelfde paragraaf 5 dienen de woorden "soort" en "soorten" te worden vervangen door de woorden "categorie" en "categorieën".

Artikel 3

In het eerste lid van dit artikel schrijve men "gedelegeerd bestuurder" in plaats van "afgevaardigde bestuurder". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 4

In de eerste zin van paragraaf 1, 1°, schrijve men "sectororganisaties die de handelsagenten vertegenwoordigen" in plaats van "vertegenwoordigende sectoriële organisaties van handelsagenten".

De laatste zin van artikel 4, § 1, 3°, dient als volgt te worden gesteld : "De datum van het poststempel geldt als datum van verzending.". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 4, § 1, 5°, vijfde lid.

Voorts schrijve men in artikel 4, § 1, 5°, derde lid, "stembiljetten" in plaats van "stemformulieren". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In onderdeel 8° van hetzelfde artikel schrijve men "op dezelfde lijst" in plaats van "binnen dezelfde lijst" en "bij staking van stemmen" in plaats van "bij gelijkheid van stemmen". In onderdeel 10° schrijve men "op verzoek van de gerechtsdeurwaarder" in plaats van "op uitnodiging van de gerechtsdeurwaarder", alsook "vindt ... plaats" in plaats van "gaat ... door".

Artikel 5

In het eerste lid schrijve men "gewone" en niet "effectieve" alsook "wijst ... aan" in plaats van "duidt ... aan". Deze opmerkingen gelden mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

Artikel 6

In paragraaf 4 vervange men de woorden "uitgesteld naar" door "uitgesteld tot", en in paragraaf 6, tweede lid, vervange men de woorden "Het definitief verslag" door "Het definitieve verslag".

Artikel 7

In het tweede lid schrijve men "voorzover" in plaats van "voor zover".

Artikel 8

In het eerste lid schrijve men "Zodra" in plaats van "Van zodra".

In het tweede lid schrijve men : "Aanvaarding of wijziging van het protocol geldt eerst na ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A. VAGMAN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A. VAGMAN, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS